

LEGGI E DECRETI

LEGGE 19 ottobre 1970, n. 791.

Ratifica ed esecuzione del nuovo testo della Convenzione dell'Organizzazione europea per la ricerca nucleare (CERN) e del nuovo testo del relativo protocollo finanziario, approvati il 14 dicembre 1967 dal Consiglio della Organizzazione nel corso della sua 36^a sessione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il nuovo testo della Convenzione del 1° luglio 1953 dell'Organizzazione europea per la ricerca nucleare (CERN) e il nuovo testo del relativo protocollo finanziario, approvati il 14 dicembre 1967 dal Consiglio dell'Organizzazione nel corso della sua 36^a sessione.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione e al protocollo finanziario di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo XVIII della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 ottobre 1970

SARAGAT

COLOMBO — MORO —
FERRARI AGGRADI —
GAVA — PICCOLI

Visto, il Guardasigilli: REALE

Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire

Les Etats parties à la présente Convention,

Considerant l'Accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, ouvert à la signature à Genève le 15 février 1952;

Considerant l'Avenant prorogeant ledit Accord, signé à Paris le 30 juin 1953;

Desireux, conformément à la section 2 de l'Article III de l'Accord du 15 février 1952, de conclure une Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire, comportant la fondation d'un laboratoire international en vue d'exécuter un programme déterminé de recherches de caractère purement scientifique et fondamental concernant les particules de haute énergie;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Création de l'Organisation

1. Il est créé par la présente Convention une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée « l'Organisation »).

2. Le siège de l'Organisation est à Genève sauf si le Conseil mentionné à l'Article IV décide ultérieurement, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, de le transférer au lieu où est situé un autre des laboratoires visés à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'Article II.

Article II

Buts

1. L'Organisation assure la collaboration entre Etats européens pour les recherches nucléaires de caractère purement scientifique et fondamental, ainsi que pour d'autres recherches en rapport essentiel avec celles-ci. L'Organisation s'abstient de toute activité à fins militaires et les résultats de ses travaux expérimentaux et théoriques sont publiés ou de toute autre façon rendus généralement accessibles.

2. En assurant la collaboration prévue au paragraphe 1 du présent Article, l'Organisation se borne aux activités suivantes:

(a) la construction et l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires internationaux (ci-dessous dénommés « les laboratoires ») destinés à des recherches sur les particules de haute énergie, y compris des travaux en matière de rayons cosmiques.

Chaque laboratoire comprend:

- (i) un ou plusieurs accélérateurs de particules;
- (ii) l'appareillage auxiliaire nécessaire pour effectuer tout programme de recherches au moyen des machines visées en (i) ci-dessus;
- (iii) les bâtiments nécessaires pour abriter l'équipement visé en (i) et (ii) ci-dessus, ainsi que pour l'administration de l'Organisation et l'accomplissement de ses autres fonctions;

(b) l'organisation et l'encouragement de la coopération internationale dans la recherche nucléaire, y compris la collaboration en dehors des laboratoires. Cette coopération peut comprendre en particulier:

- (i) des études théoriques dans le domaine de la physique nucléaire;
- (ii) l'encouragement de contacts entre chercheurs, l'échange de chercheurs, la diffusion d'informations, et des mesures permettant aux chercheurs d'approfondir leurs connaissances et de compléter leur formation professionnelle;
- (iii) la collaboration avec d'autres institutions de recherches, auxquelles des conseils peuvent être donnés;
- (iv) des recherches dans le domaine des rayons cosmiques.

3. Les programmes d'activités de l'Organisation sont:

(a) le programme exécuté à son laboratoire à Genève qui comprend un synchrotron à protons pour des énergies dépassant dix milliards d'électrons-volts (10^{10} eV) et un synchro-cyclotron pour des énergies de six cents millions d'électrons-volts (6×10^8 eV);

(b) le programme de construction et d'exploitation des anneaux de stockage à intersections reliés au synchrotron à protons défini à l'alinéa (a) ci-dessus;

(c) le programme de construction et d'exploitation d'un laboratoire devant comprendre un synchrotron à protons pour des énergies d'environ trois cents milliards d'électrons-volts (3×10^{11} eV);

(d) tout autre programme conforme aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus.

4. Les programmes visés aux alinéas (c) et (d) du paragraphe 3 ci-dessus exigent l'approbation du Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres. En donnant son approbation, le Conseil définit le programme et cette définition est assortie des dispositions administratives, financières et autres nécessaires à la bonne gestion du programme.

5. Toute modification de la définition d'un programme exige l'approbation du Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

6. Jusqu'à la mise en service de l'accélérateur mentionné à l'alinéa (c) du paragraphe 3 ci-dessus, dont la date sera fixée par le Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, le programme de base de l'Organisation est le programme visé à l'alinéa (a) dudit paragraphe. A partir de cette date, le programme visé à l'alinéa (c) devient également partie du programme de base, et le Conseil peut à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres décider que le programme visé à l'alinéa (a), à condition qu'aucun Etat Membre participant à ce programme ne vote contre cette décision, cesse de faire partie du programme de base.

7. Dans le cadre de leurs programmes d'activités, les laboratoires collaborent dans toute la mesure du possible avec les laboratoires et institutions situés sur le territoire des Etats Membres. Dans la mesure compatible avec les buts de l'Organisation, les laboratoires doivent s'efforcer d'éviter tout double emploi avec les recherches poursuivies dans lesdits laboratoires ou institutions.

Article III

Conditions d'adhésion

1. Les Etats parties à l'Accord du 15 février 1952, mentionné dans le Préambule à la présente Convention, ainsi que les Etats qui ont contribué en espèces ou en nature au Conseil institué par ledit Accord et pris une part effective à ses travaux, ont le droit de devenir membres de l'Organisation en devenant parties à la présente Convention conformément aux dispositions des Articles XV, XVI et XVII.

2. (a) L'admission d'autres Etats dans l'Organisation est décidée à l'unanimité de tous les Etats Membres par le Conseil mentionné à l'Article IV.

(b) Tout Etat désireux d'être admis dans l'Organisation en vertu du précédent alinéa le notifie au Président du Conseil. Celui-ci communique la demande aux Etats Membres au moins trois mois avant son examen par le Conseil. Tout Etat admis devient membre de l'Organisation en adhérant à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'Article XVII.

3. Chaque Etat Membre indique par écrit au Président du Conseil les programmes d'activités auxquels il souhaite participer. Nul Etat n'est autorisé à devenir ou à demeurer membre de l'Organisation s'il ne participe à un au moins des programmes d'activités qui composent le programme de base.

4. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, fixer une période minimale de participation initiale à un programme d'activités, ainsi qu'un plafond aux dépenses entraînées par ce programme au cours de cette période. Lorsque cette période et ce plafond ont été fixés, le Conseil peut les modifier, à la même majorité, à condition qu'aucun Etat Membre participant à ce programme ne vote contre cette modification. Après l'expiration de cette période, un Etat Membre a le droit à tout moment de notifier par écrit au Président du Conseil qu'il se retire d'un programme et un tel retrait prend effet soit à la fin de l'exercice financier qui suit celui au cours duquel la notification a été faite, soit à toute date ultérieure que l'Etat Membre propose.

5. Lorsqu'un programme d'activités prend fin, le Conseil est responsable de sa liquidation, sous réserve de tout accord qui pourrait alors être conclu entre les Etats Membres participant à ce programme et des dispositions pertinentes de tout accord liant l'Organisation et les Etats sur le territoire desquels est exécuté ce programme. L'actif est réparti entre les Etats Membres participant au programme au moment où il prend fin, au prorata du total des contributions effectivement versées par eux pour ledit programme. En cas de passif, celui-ci est pris en charge par ces mêmes Etats, au prorata de leurs contributions au programme fixées pour l'exercice financier en cours.

6. Les Etats Membres facilitent l'échange de personnes ainsi que des informations scientifiques et techniques utiles à la poursuite des activités de l'Organisation. Toutefois, rien dans le présent paragraphe:

(a) n'affecte l'application à toute personne des lois et règlements des Etats Membres concernant l'entrée ou la résidence sur leur territoire ainsi que la sortie de leur territoire, ou

(b) n'oblige un Etat Membre à communiquer ou autoriser la communication d'une information en sa possession s'il considère une telle communication comme contraire aux exigences de sa sécurité.

Article IV

Organes

L'Organisation comprend un Conseil et, pour chaque laboratoire, un Directeur général assisté d'un personnel.

Article V

Conseil

1. Le Conseil est composé de deux délégués au plus de chaque Etat Membre, lesquels peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Conseil:

(a) détermine la ligne de conduite de l'Organisation en matière scientifique, technique et administrative;

(b) approuve les programmes d'activités de l'Organisation;

(c) adopte, à la majorité des deux tiers des Etats Membres représentés et votants, les parties du budget relatives aux différents programmes d'activités et arrête les dispositions financières de l'Organisation conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention;.

(d) contrôle les dépenses, approuve et publie les comptes annuels vérifiés de l'Organisation;

(e) décide de la composition du personnel;

(f) publie un ou plusieurs rapports annuels;

(g) a tous autres pouvoirs et remplit toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

3. Le Conseil se réunit au moins une fois par an et décide du lieu de ses réunions.

4. Chaque Etat Membre dispose d'une voix au Conseil.

5. Sauf dispositions contraires de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des Etats Membres représentés et votants.

6. Lorsque la présente Convention ou le Protocole financier qui y est annexé prévoit qu'une question nécessite l'approbation du Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres et que ladite question concerne directement un programme d'activités, la majorité requise doit comprendre les deux tiers de tous les Etats Membres participant à ce programme.

7. Sauf lorsque la présente Convention ou le Protocole financier qui y est annexé prévoit qu'une question nécessite l'approbation du Conseil à l'unanimité ou à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, un Etat Membre n'a pas droit de vote sur une question qui se situe dans les limites d'un programme, tel qu'il a été défini par le Conseil en vertu de l'Article II, à moins que cet Etat ne participe audit programme ou que la question n'intéresse directement un programme auquel il participe.

8. Un Etat Membre n'a pas droit de vote au Conseil si le montant de ses contributions arriérées dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice financier courant et celui qui l'a immédiatement précédé. De même, il n'a pas droit de vote au Conseil sur un programme d'activités si le montant de ses contributions arriérées en ce qui concerne ce programme dépasse le montant des contributions dues par lui pour l'exercice financier courant et celui qui l'a immédiatement précédé. Le Conseil peut néanmoins autoriser un tel Etat Membre à voter s'il estime à une majorité des deux tiers de tous les Etats Membres que le défaut de paiement des contributions est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

9. Pour la discussion de toute question au Conseil, la présence de délégués de la majorité des Etats Membres ayant droit de vote sur une telle question est nécessaire pour constituer un quorum.

10. Le Conseil arrête son propre règlement intérieur, sous réserve des dispositions de la présente Convention.

11. Le Conseil élit un président et deux vice-présidents, dont le mandat est d'un an et qui ne peuvent être réélus plus de deux fois consécutivement.

12. Le Conseil institue un Comité des Directives scientifiques et un Comité des finances, ainsi que tels autres organes subsidiaires nécessaires à l'accomplissement des buts de l'Organisation et, en particulier, à l'exécution et à la coordination de ses différents programmes. La création et le mandat de ces organes sont décidés par le Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres. Sous réserve des disposi-

tions de la présente Convention et du Protocole financier qui y est annexé, ces organes subsidiaires adoptent leur propre règlement intérieur.

13. En attendant le dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, les Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article III peuvent se faire représenter aux réunions du Conseil et participer à ses travaux jusqu'au 31 décembre 1954. Ce droit n'inclut pas le droit de vote, à moins que lesdits Etats n'aient versés à l'Organisation la contribution prévue au paragraphe (1) de l'Article 4 du Protocole financier annexé à la Convention.

Article VI

Directeurs généraux et personnel

1. (a) Le Conseil nomme un Directeur général pour chaque laboratoire à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres pour une période déterminée et il peut le licencier à la même majorité. Pour le laboratoire qu'il dirige, chaque Directeur général est le fonctionnaire exécutif supérieur de l'Organisation et la représente dans les actes de la vie civile. Pour l'administration financière, il se conforme aux dispositions du Protocole financier annexé à la présente Convention. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, déléguer aux Directeurs généraux, agissant séparément ou conjointement, le pouvoir d'agir au nom de l'Organisation dans d'autres domaines. Chaque Directeur général soumet un rapport annuel au Conseil et prend part sans droit de vote à toutes ses réunions.

(b) Le Conseil peut différer la nomination d'un Directeur général aussi longtemps qu'il le juge nécessaire après l'entrée en vigueur de la Convention ou en cas de vacance ultérieure. Le Conseil désigne alors, en lieu de Directeur général, une personne dont il détermine les pouvoirs et responsabilités.

2. Chaque Directeur général est assisté du personnel scientifique, technique, administratif et de secrétariat jugé nécessaire et autorisé par le Conseil.

3. Le personnel est engagé et licencié par le Conseil sur la recommandation du Directeur général compétent. Les engagements et licenciements sont effectués à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres. Le Conseil peut, à la même majorité, déléguer aux organes subsidiaires créés en vertu du paragraphe 12 de l'Article V et aux Directeurs généraux une partie de ses pouvoirs en matière d'engagements et de licenciements. Les engagements sont effectués et prennent fin conformément au Statut du Personnel adopté par le Conseil à la même majorité. Les personnes qui, sur invitation émanant du Conseil, sont appelées à effectuer des travaux dans un laboratoire sans faire partie du personnel régulier sont placées sous l'autorité du Directeur général compétent et soumises à toutes règles générales arrêtées par le Conseil.

4. Les responsabilités des Directeurs généraux et du personnel en ce qui concerne l'Organisation sont de caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Les Etats Membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités des Directeurs généraux et du personnel et de ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Article VII

Contributions financières

1. Chaque Etat Membre contribue aux dépenses d'immobilisation ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation:

(a) pour la période se terminant le 31 décembre 1956, conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention, puis

(b) conformément à des barèmes établis tous les trois ans par le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, sur la base de la moyenne du revenu national net, au coût des facteurs de chaque Etat Membre pendant les trois plus récentes années pour lesquelles il existe des statistiques.

Toutefois,

(i) pour tout programme d'activités, le Conseil peut déterminer, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, le pourcentage maximal que tout Etat Membre peut être tenu de payer en ce qui concerne le montant total des contributions fixées par le Conseil pour couvrir les coûts annuels de ce programme; lorsque ce pourcentage maximal a été fixé, le Conseil peut le modifier à la même majorité, à condition qu'aucun Etat Membre participant à ce programme ne vote contre cette modification.

(ii) le Conseil peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, de tenir compte de circonstances spéciales à un Etat Membre et modifier sa contribution en conséquence. Pour l'application de la présente disposition, on considère notamment qu'il y a « circonstances spéciales » lorsque le revenu national par habitant dans un Etat Membre est inférieur à un montant qui sera déterminé par le Conseil à la même majorité.

2. Dans le cas où la participation de l'Organisation à un projet national ou multinational constitue un programme d'activités de l'Organisation, les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent à moins que le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, n'en décide autrement.

3. Les contributions qu'un Etat Membre doit verser en vertu du paragraphe 1 ci-dessus sont calculées en fonction des programmes auxquels il participe, et utilisées seulement pour ces programmes.

4. (a) Le Conseil exigera des Etats qui deviendront parties à cette Convention après le 31 décembre 1954 qu'ils versent, outre leur contribution aux dépenses futures d'immobilisation et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale aux frais d'immobilisation précédemment encourus par l'Organisation pour les programmes auxquels ils participent. Le Conseil exige de tout Etat Membre une contribution analogue pour tout programme auquel il commence à participer ultérieurement. Le montant de cette contribution spéciale sera fixé par le Conseil à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

(b) Toutes les contributions versées conformément aux dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus serviront à diminuer les contributions des autres Etats Membres à chacun de ces programmes.

5. Les contributions dues en vertu du présent Article doivent être versées conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention.

6. Dans la mesure des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'Article VI et sous réserve des directives éventuelles du Conseil, chaque Directeur général peut accepter des dons et legs faits à l'Organisation s'ils ne sont pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

Article VIII

*Coopération avec l'UNESCO
et avec d'autres organisations*

L'Organisation coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Elle peut également, sur décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, coopérer avec d'autres organisations.

Article IX

Statut juridique

L'Organisation jouit de la personnalité juridique sur le territoire métropolitain de chaque Etat Membre. L'Organisation, les représentants des Etats Membres au Conseil, les membres de tous organes subsidiaires créés en vertu du paragraphe 12 de l'Article V, les Directeurs généraux et les membres du personnel de l'Organisation jouissent, sur le territoire métropolitain des Etats Membres, et dans le cadre d'accords à conclure par l'Organisation avec chaque Etat Membre intéressé, des privilèges et immunités qui seraient jugés nécessaires à l'accomplissement des fonctions de l'Organisation. Les accords qui seront conclus entre l'Organisation et les Etats Membres sur le territoire desquels sont situés les laboratoires contiendront, en plus des dispositions relatives aux privilèges et immunités, celles qui sont nécessaires pour le règlement des rapports particuliers entre l'Organisation et lesdits Etats Membres.

Article X

Amendements

1. Le Conseil peut recommander aux Etats Membres des amendements à la présente Convention. Tout Etat Membre désireux de proposer un amendement le notifie au Président du Conseil. Celui-ci communique aux Etats Membres les amendements ainsi notifiés, au moins trois mois avant leur examen par le Conseil.

2. Les amendements recommandés par le Conseil doivent être approuvés par écrit par tous les Etats Membres. Ils entrent en vigueur trente jours après réception par le Président du Conseil des notifications d'approbation de tous les Etats Membres. Le Président du Conseil informe les Etats Membres et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture de la date à laquelle les amendements entrent ainsi en vigueur.

3. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, amender le Protocole financier annexé à la présente Convention à condition qu'un tel amendement ne soit pas en contradiction avec les dispositions de la Convention. Ces amendements entrent en vigueur à la date décidée par le Conseil à la même majorité. Le Président du Conseil informe tous les Etats Membres et le Directeur général de l'Organisation des

Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture des amendements ainsi adoptés et de la date de leur entrée en vigueur.

Article XI *Différends*

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats Membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention qui ne pourra être réglé par l'entremise du Conseil sera soumis à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats Membres intéressés n'acceptent d'un commun accord un autre mode de règlement.

Article XII *Retrait*

Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant sept années, tout Etat Membre pourra, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'Article III, notifier par écrit au Président du Conseil qu'il se retire de l'Organisation et ce retrait prend effet soit à la fin de l'exercice financier qui suit celui au cours duquel la notification a été faite, soit à toute date ultérieure que l'Etat Membre propose.

Article XIII *Inexécution des obligations*

Tout Etat Membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre de l'Organisation à la suite d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres.

Article XIV *Dissolution*

L'Organisation sera dissoute si le nombre des Etats Membres se réduit à moins de cinq. Elle pourra être dissoute à tout moment par accord entre les Etats Membres. Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Etats Membres au moment de la dissolution, l'Etat sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation à ce moment sera responsable de la liquidation et l'actif sera réparti entre les Etats Membres de l'Organisation au moment de la dissolution au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Etats au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Article XV *Signature*

La présente Convention et le Protocole financier annexé qui en est une partie intégrante seront, jusqu'au 31 décembre 1953, ouverts à la signature de tout Etat remplissant les conditions établies au paragraphe 1 de l'Article III.

Article XVI *Ratification*

1. La présente Convention et le Protocole financier annexé sont soumis à ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article XVII *Adhésion*

1. Tout Etat non signataire de la présente Convention et du Protocole financier annexé peut y adhérer dès le 1^{er} janvier 1954 s'il remplit les conditions fixées par les paragraphes 1 ou 2 de l'Article III.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article XVIII *Entrée en vigueur*

1. La présente Convention et le Protocole financier annexé entreront en vigueur quand sept Etats auront ratifié ces instruments ou y auront adhéré, à condition:

(a) que le total de leurs contributions selon le barème figurant à l'Annexe du Protocole financier atteigne au moins 75 %; et

(b) que la Suisse, pays sur le territoire duquel se trouvera le siège de l'Organisation, figure parmi ces sept Etats.

2. Pour tout autre Etat signataire ou adhérent, la Convention et le Protocole financier annexé entreront en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XIX *Notifications*

1. Le dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et l'entrée en vigueur de la présente Convention seront notifiés par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture aux Etats signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires réunie à Paris en décembre 1951 et à Genève en février 1952.

2. Le Président du Conseil adressera une notification à tous les Etats Membres et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture chaque fois qu'un Etat Membre se retirera de l'Organisation ou cessera d'en faire partie.

Article XX *Enregistrement*

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture la fera enregistrer auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT A PARIS, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée con-

forme aux Etats signataires ou adhérents ainsi qu'aux autres Etats ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

Protocole financier annexé à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire.

Les Etats parties à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ci-dessous dénommée « la Convention »),

Desireux d'arrêter des dispositions relatives à l'administration financière de l'Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Budget

(1) L'exercice financier de l'Organisation va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

(2) Chaque Directeur général soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'exercice financier suivant.

(3) Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements à l'intérieur du budget sont interdits, sauf autorisation du Comité des finances prévu à l'Article 3. La forme précise des prévisions budgétaires est déterminée par le Comité des finances sur l'avis des Directeurs généraux.

Article 2

Budget additionnel

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander à un Directeur général de présenter des prévisions budgétaires additionnelles ou révisées. Aucune proposition dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires ne sera tenue pour approuvée par le Conseil, à moins qu'il n'ait également approuvée, sur proposition du Directeur général intéressé, les prévisions de dépense correspondantes.

Article 3

Comité des finances

(1) Le Comité des finances, créé en vertu du paragraphe 12 de l'Article V de la Convention, comprend des représentants de tous les Etats Membres.

(2) Pour ses décisions, le Comité des finances suit les règles de vote et de quorum prévues pour le Conseil à l'Article V de la Convention.

(3) Le Comité examine les prévisions budgétaires établies par les Directeurs généraux, qui sont ensuite transmises au Conseil avec le rapport du Comité.

Article 4

Contributions

(1) Pour la période se terminant le 31 décembre 1954, le Conseil établira des prévisions budgétaires provisoires dont les dépenses seront couvertes par des contributions fixées conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'Annexe au présent Protocole.

(2) Pour les exercices financiers de 1955 et 1956, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres en proportion des pourcentages indiqués au

paragraphe (2) de l'Annexe au présent Protocole, étant entendu que les dispositions sous (i) et (ii) de l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'Article VII de la Convention s'appliqueront.

(3) A partir du 1^{er} janvier 1957, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil seront couvertes par les contributions des Etats Membres selon les dispositions de l'Article VII de la Convention.

(4) Lorsqu'un Etat, au moment où il devient membre de l'Organisation ou par la suite, commence à participer à un programme, les contributions des autres Etats Membres intéressés sont révisées et le nouveau barème prend effet dès le début de l'exercice financier en cours. Des remboursements seront effectués dans la mesure nécessaire pour adapter les contributions de tous les Etats Membres au nouveau barème.

(5) (a) Après avoir pris l'avis des Directeurs généraux, le Comité des finances fixe les modalités de paiement des contributions en vue d'assurer un bon financement de l'Organisation.

(b) Chaque Directeur général communique ensuite aux Etats Membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

Article 5

Monnaie pour le paiement des contributions

(1) Le budget de l'Organisation est établi dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège.

(2) Le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, détermine les modalités de paiement et la ou les monnaies dans lesquelles les contributions des Etats Membres sont payées.

Article 6

Fonds de roulement

Le Conseil peut instituer des fonds de roulement.

Article 7

Règlement financier

Après consultation du Comité des finances, le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, adopte les règles applicables à l'administration financière de l'Organisation, qui constituent le Règlement financier.

Article 8

Comptes et vérifications

(1) Chaque Directeur général fait établir un compte exact de toutes les recettes et dépenses.

(2) Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvelé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires, dans les limites fixées par le Règlement financier. Ils accomplissent toute autre fonction définie dans le Règlement financier.

(3) Chaque Directeur général fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT À PARIS, ce premier juillet 1953, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents, ainsi qu'aux autres États ayant pris part à la Conférence pour l'organisation des études concernant l'établissement d'un laboratoire européen de recherches nucléaires.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

Convenzione per l'istituzione di una Organizzazione europea per la ricerca nucleare. (Ginevra, 14 dicembre 1967)

Gli Stati aderenti alla presente Convenzione,

Considerato l'Accordo istitutivo un Consiglio di rappresentanti di Stati europei per lo studio dei progetti relativi ad un laboratorio internazionale e per l'organizzazione di altre forme di cooperazione nel campo della ricerca nucleare, aperto alla firma a Ginevra il 15 febbraio 1952;

Considerato l'Accordo supplementare prorogante l'Accordo suddetto, firmato a Parigi il 30 giugno 1953;

Nell'intento, conformemente alla sezione 2 dell'Articolo III dell'Accordo del 15 febbraio 1952, di concludere una Convenzione per l'istituzione di una Organizzazione europea per la ricerca nucleare, comportante la creazione di un laboratorio internazionale destinato ad eseguire un determinato programma di ricerche di carattere puramente scientifico e di base relativo alle particelle ad alta energia;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Istituzione dell'Organizzazione

1. Con la presente Convenzione viene istituita una Organizzazione europea per la ricerca nucleare (qui appresso indicata « l'Organizzazione »).

2. La sede dell'Organizzazione è a Ginevra, a meno che il Consiglio di cui all'Articolo IV decida in seguito, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, di trasferirla dal luogo in cui è situato un altro dei laboratori previsti al comma (a) del paragrafo 2 dell'Articolo II.

Articolo II

Scopi

1. L'Organizzazione assicura la collaborazione fra gli Stati europei per le ricerche nucleari di carattere puramente scientifico e di base, come pure per altre ricerche che siano in stretta relazione con le suddette. L'Organizzazione si astiene da qualsiasi attività di carattere militare ed i risultati dei suoi lavori sperimentali e teorici vengono pubblicati o resi altrimenti generalmente accessibili.

2. Per garantire la collaborazione prevista al paragrafo 1 del presente Articolo, l'Organizzazione si limita alle seguenti attività:

(a) costruzione ed esercizio di uno o più laboratori internazionali (qui appresso indicati « i laboratori ») destinati alle ricerche sulle particelle ad alta energia, compresi i lavori relativi alle radiazioni cosmiche.

Ogni laboratorio comprende:

- (i) uno o più acceleratori di particelle;
- (ii) l'apparecchiatura ausiliaria necessaria per effettuare qualsiasi programma di ricerche mediante l'uso delle macchine previste al precedente comma (i);
- (iii) gli edifici necessari per installare l'equipaggiamento previsto ai precedenti commi (i) e (ii), nonchè quelli necessari all'amministrazione dell'Organizzazione ed all'adempimento di altre attività dell'Organizzazione stessa;

(b) l'organizzazione e lo sviluppo della cooperazione internazionale nella ricerca nucleare, compresa la collaborazione al di fuori dei laboratori. Tale cooperazione può comprendere in particolare:

- (i) studi teorici nel campo della fisica nucleare;
- (ii) lo sviluppo di contatti fra i ricercatori, lo scambio di ricercatori, la diffusione delle informazioni, e ogni altro mezzo che permetta ai ricercatori di approfondire le loro conoscenze e di completare la loro formazione professionale;
- (iii) la collaborazione con altri istituti di ricerca, che possano beneficiare di utili consigli;
- (iv) ricerche nel campo delle radiazioni cosmiche.

3. I programmi delle attività dell'Organizzazione sono:

(a) il programma che viene svolto nel laboratorio di Ginevra comprendente un sincrotrone a protoni per energie superiori a 10 miliardi di elettroni-volts (10^{10} eV) e un sincro-ciclotrone per energie di seicento milioni di elettroni-volts (6×10^8 eV);

(b) il programma relativo alla fabbricazione ed all'impiego degli anelli di accumulazione a intersezioni collegati al sincrotrone a protoni di cui al precedente comma (a);

(c) il programma relativo alla costruzione ed all'impiego di un laboratorio che deve comprendere un sincrotrone a protoni per energie di circa trecento miliardi di elettroni-volts (3×10^{11} eV);

(d) ogni altro programma fra quelli previsti al precedente paragrafo 2.

4. I programmi citati al comma (c) e (d) del precedente paragrafo 3 richiedono l'approvazione del Consiglio con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri. Con la sua approvazione, il Consiglio definisce il programma e tale definizione viene accompagnata dai provvedimenti amministrativi, finanziari e di altro genere necessari per un efficace svolgimento del programma.

5. Qualsiasi modifica nella definizione di un programma richiede l'approvazione del Consiglio con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri.

6. Sino all'entrata in funzione dell'acceleratore citato al comma (c) del precedente paragrafo 3, la cui data verrà fissata dal Consiglio con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, il programma di base dell'Organizzazione resta il programma previsto al com-

ma (a) di detto paragrafo. Dopo tale data, anche il programma previsto al comma (c) farà parte del programma di base, ed il Consiglio potrà, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, decidere che il programma previsto al comma (a) cessi di far parte del programma di base e a condizione che nessun Stato Membro partecipante a detto programma voti contro tale decisione.

7. Nell'ambito dei loro programmi di attività, i laboratori collaborano per quanto è possibile con i laboratori e gli istituti situati nel territorio degli Stati Membri.

I laboratori, compatibilmente con gli scopi dell'Organizzazione, dovranno cercare di evitare inutili ripetizioni delle ricerche svolte in detti laboratori ed istituti.

Articolo III

Condizioni di adesione

1. Gli Stati partecipanti all'Accordo del 15 febbraio 1952, citato nel Preambolo della presente Convenzione, come pure gli Stati che hanno contribuito con finanziamenti o con apporti in natura al Consiglio istituito dal detto Accordo e che hanno preso parte effettiva ai suoi lavori, hanno diritto di divenire membri della Organizzazione aderendo alla presente Convenzione in base alle disposizioni degli Articoli XV, XVI e XVII.

2. (a) L'ammissione di altri Stati nell'Organizzazione viene decisa, all'unanimità di tutti gli Stati Membri, dal Consiglio citato all'Articolo IV;

(b) qualsiasi Stato che desideri essere ammesso a far parte dell'Organizzazione in base al precedente comma, deve darne notifica al Presidente del Consiglio, il quale ne informa gli Stati Membri almeno tre mesi prima che la richiesta di ammissione venga esaminata dal Consiglio. Qualsiasi Stato ammesso a far parte dell'Organizzazione ne diviene membro, aderendo alla presente Convenzione, in base alle disposizioni dell'Articolo XVII.

3. Ogni Stato Membro segnala per iscritto al Presidente del Consiglio i programmi di attività ai quali desidera partecipare. Nessuno Stato è autorizzato a divenire o a restare membro dell'Organizzazione se non partecipa ad almeno uno dei programmi di attività che formano il programma di base.

4. Il Consiglio può, a maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, fissare un periodo minimo di partecipazione iniziale ad un programma di attività, come pure il limite massimo delle spese destinate a quel programma durante il detto periodo minimo. Una volta fissati sia il periodo che il limite massimo di spese consentito, il Consiglio può modificarli con la maggioranza sopracitata, a condizione che nessuno Stato Membro partecipante a tale programma voti contro detta modifica. Allo spirare del periodo suddetto, uno Stato Membro ha in qualsiasi momento il diritto di notificare per iscritto al Presidente del Consiglio il proprio ritiro da un programma e tale ritiro diventa effettivo sia alla fine dell'esercizio finanziario che segue quello durante il quale viene fatta la notifica, che in ogni altra data successiva proposta dallo Stato Membro.

5. Quando un programma di attività termina, il Consiglio è responsabile della sua liquidazione, fatta riserva di qualsiasi Accordo che potrebbe in quel momento venire concluso fra gli Stati Membri partecipanti al detto programma nonchè delle disposizioni pertinenti ad ogni Accordo che vincoli l'Organizzazione e gli Stati

nel territorio dei quali il programma in questione viene svolto. Nel momento in cui il programma termina, il residuo attivo viene suddiviso fra gli Stati Membri partecipanti al programma, proporzionalmente al totale dei contributi che essi hanno effettivamente versato per tale programma. In caso di residuo passivo, l'ammontare di esso viene ripartito fra gli stessi Stati, proporzionalmente ai loro contributi al programma fissati per l'esercizio finanziario in corso.

6. Gli Stati Membri facilitano lo scambio di persone e di informazioni scientifiche e tecniche utili alla continuazione delle attività della Organizzazione. Tuttavia, nulla nel presente paragrafo:

a) impedisce l'applicazione nei confronti di qualsivoglia individuo, delle leggi e dei regolamenti degli Stati Membri relativi all'ingresso o al soggiorno sul loro territorio, come all'uscita dal detto territorio, nè

b) obbliga uno Stato Membro a comunicare o ad autorizzare la comunicazione di un'informazione in suo possesso ove consideri che tale comunicazione sia contraria alle esigenze della propria sicurezza.

Articolo IV

Organi

L'Organizzazione comprende un Consiglio e, per ogni laboratorio, un Direttore generale assistito dal personale.

Articolo V

Il Consiglio

1. Il Consiglio è composto da non più di due delegati per ogni Stato Membro, i quali possono intervenire alle riunioni del Consiglio accompagnati da consiglieri.

2. Subordinatamente alle disposizioni della presente Convenzione, il Consiglio:

a) determina la linea di condotta dell'Organizzazione in materia scientifica, tecnica e amministrativa;

b) approva i programmi di attività dell'Organizzazione;

c) adotta, con la maggioranza di due terzi degli Stati Membri rappresentati e votanti, le parti del bilancio relative ai diversi programmi di attività e stabilisce le disposizioni finanziarie dell'Organizzazione in base al Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione;

d) controlla le spese, approva e pubblica i rendiconti annuali verificati dall'Organizzazione;

e) decide la composizione del personale;

f) pubblica uno o più rapporti annuali;

g) ha ogni altro potere e adempie tutte le altre funzioni necessarie per l'esecuzione della presente Convenzione.

3. Il Consiglio si riunisce almeno una volta all'anno e decide il luogo in cui verranno tenute le riunioni.

4. Ogni Stato Membro dispone di un voto nel Consiglio.

5. Salvo quanto diversamente disposto dalla presente Convenzione, le decisioni del Consiglio sono prese a maggioranza semplice degli Stati Membri rappresentati e votanti.

6. Allorchè la presente Convenzione o il Protocollo finanziario allegato ad essa prevede che un argomento richieda l'approvazione del Consiglio con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri e che il suddetto argomento riguardi direttamente un pro-

gramma di attività, la maggioranza richiesta deve comprendere i due terzi di tutti gli Stati Membri partecipanti a tale programma.

7. Salvo il caso in cui la presente Convenzione o il Protocollo finanziario ad essa allegato prevede che un argomento richieda l'approvazione del Consiglio alla unanimità o alla maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, uno Stato Membro non ha diritto di voto su di un argomento che rientri nei limiti di un programma, secondo la definizione data dal Consiglio ai sensi dell'Articolo II, a meno che lo Stato in questione non partecipi a detto programma o che l'argomento non investa direttamente un programma al quale esso partecipa.

8. Uno Stato Membro non ha diritto di voto in Consiglio allorché l'ammontare dei suoi contributi arretrati superi l'ammontare dei contributi da esso dovuti per l'esercizio finanziario in corso e per quello che l'ha immediatamente preceduto. Del pari, uno Stato Membro non ha diritto di voto in Consiglio su di un programma di attività, ove l'ammontare dei suoi contributi arretrati relativi a quel programma superi l'ammontare dei contributi da esso dovuti per l'esercizio finanziario in corso e per quello che l'ha immediatamente preceduto. Il Consiglio può tuttavia autorizzare lo Stato Membro in questione a votare, se il Consiglio ritiene, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, che il mancato pagamento dei contributi sia dovuto a circostanze indipendenti dalla volontà dello Stato in questione.

9. Per la discussione di qualsiasi argomento in Consiglio, il quorum necessario è rappresentato dalla presenza della maggioranza dei delegati degli Stati Membri aventi diritto di voto sull'argomento in questione.

10. Il Consiglio fissa il proprio regolamento interno, nel rispetto delle disposizioni della presente Convenzione.

11. Il Consiglio elegge un presidente e due vice-presidenti per la durata di un anno, e il cui mandato non può rinnovarsi più di due volte consecutive.

12. Il Consiglio istituisce un Comitato per le direttive scientifiche ed un Comitato finanziario, così come gli altri organi sussidiari necessari per la realizzazione degli scopi dell'Organizzazione e, in particolare, per l'esecuzione ed il coordinamento dei suoi diversi programmi. La creazione ed i compiti di tali organi vengono decisi dal Consiglio a maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri. Nel rispetto alle disposizioni della presente Convenzione e del Protocollo finanziario ad essa allegato, gli organi sussidiari sopracitati fissano il proprio regolamento interno.

13. Nell'attesa del deposito dei propri strumenti di ratifica o di adesione, gli Stati di cui al paragrafo 1 dell'Articolo III possono farsi rappresentare alle riunioni del Consiglio e partecipare ai suoi lavori fino al 31 dicembre 1954. Tale facoltà non comporta il diritto di voto, a meno che i detti Stati non abbiano versato all'Organizzazione il contributo previsto al paragrafo (1) dell'articolo 4 del Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione.

Articolo VI

Direttori generali e personale

1. a) Il Consiglio nomina, a maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, un Direttore generale per ogni laboratorio per un periodo determinato e lo

può licenziare con la stessa maggioranza. Per il laboratorio che egli dirige, ogni Direttore generale è il funzionario esecutivo più elevato in grado dell'Organizzazione e la rappresenta negli atti della vita civile. Per quanto riguarda l'amministrazione finanziaria, egli si uniforma alle disposizioni del Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione. Il Consiglio può, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, delegare ai Direttori generali, che agiscono separatamente o congiuntamente, il potere di agire in nome dell'Organizzazione in altri settori. Ogni Direttore generale sottopone al Consiglio un rapporto annuale e prende parte a tutte le sue riunioni, senza diritto di voto.

b) Il Consiglio può differire la nomina di un Direttore generale per tutto il tempo che lo ritenga necessario dopo l'entrata in vigore della Convenzione o in caso di vacanza successiva. Il Consiglio designa allora, in sostituzione del Direttore generale, una persona di cui stabilisce i poteri e le responsabilità.

2. Ogni Direttore generale è assistito dal personale scientifico, tecnico, amministrativo e di segreteria ritenuto necessario ed autorizzato dal Consiglio.

3. Il personale è assunto e licenziato dal Consiglio su segnalazione del Direttore generale competente. Le assunzioni ed i licenziamenti sono deliberati con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri. Il Consiglio può, con la stessa maggioranza, delegare agli organi sussidiari creati in base al paragrafo 12 dell'Articolo V nonché ai Direttori generali, una parte dei propri poteri in materia di assunzioni e di licenziamenti. Le assunzioni sono effettuate e terminano in base allo Statuto del Personale adottato dal Consiglio con la maggioranza di cui sopra. Coloro che, su invito del Consiglio, vengono chiamati ad eseguire dei lavori in un laboratorio senza far parte del personale statutario, sono posti sotto l'autorità del Direttore generale competente e soggetti a tutte le norme generali stabilite dal Consiglio.

4. Le responsabilità dei Direttori generali e del personale nei confronti dell'Organizzazione sono esclusivamente di carattere internazionale. Nell'adempimento dei loro compiti essi non devono chiedere né ricevere istruzioni da alcun governo né da alcuna autorità estranea alla Organizzazione. Gli Stati Membri sono tenuti a rispettare il carattere internazionale delle responsabilità dei Direttori generali e del personale e a non cercare di influenzarli nel corso dell'adempimento dei loro compiti.

Articolo VII

Contributi finanziari

1. Ogni Stato Membro partecipa tanto alle spese di impianto che alle spese correnti di funzionamento dell'Organizzazione:

a) per il periodo spirante il 31 dicembre 1956, in conformità del Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione, successivamente;

b) in base a delle tabelle fissate ogni tre anni dal Consiglio, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, sulla base della media del reddito nazionale netto al costo dei fattori di ogni Stato Membro relativi agli ultimi tre anni per i quali esistano delle statistiche.

Tuttavia,

(i) per ogni programma di attività, il Consiglio può determinare con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, la percentuale

massima che ogni Stato Membro può essere tenuto a pagare per quanto riguarda l'ammontare totale dei contributi fissati dal Consiglio per coprire i costi annuali di tale programma, una volta che tale percentuale massima è stata fissata, il Consiglio può modificarla con la stessa maggioranza, a condizione che nessuno Stato Membro partecipante a questo programma voti contro tale modifica.

- (ii) Il Consiglio può decidere, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, di tenere conto di particolari circostanze relative ad uno Stato Membro e modificarne il contributo di conseguenza. Per l'applicazione della presente disposizione, si ritiene si verifichino circostanze speciali allorché il reddito nazionale per abitante in uno Stato Membro sia inferiore ad un ammontare che verrà determinato dal Consiglio con la stessa maggioranza.

2. Nel caso in cui la partecipazione dell'Organizzazione ad un progetto nazionale o plurinazionale costituisca un programma di attività della Organizzazione, si applicano le disposizioni del precedente paragrafo 1 a meno che il Consiglio, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, non decida altrimenti.

3. I contributi che uno Stato Membro deve versare in base al summenzionato paragrafo 1 sono calcolati in funzione dei programmi ai quali esso partecipa, ed utilizzati soltanto per tali programmi.

4. a) Il Consiglio esigerà dagli Stati che diverranno parti della presente Convenzione dopo il 31 dicembre 1954 il versamento, oltre al loro contributo per le spese future di impianto e per le spese correnti di funzionamento, di un contributo speciale per le spese di impianto sostenute in precedenza dall'Organizzazione per i programmi ai quali essi partecipano. Il Consiglio esige da ogni Stato Membro un contributo analogo per ogni programma al quale parteciperà in un tempo successivo.

L'ammontare di tale contributo speciale verrà fissato dal Consiglio con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri.

b) Tutti i contributi versati in base alle disposizioni del precedente comma (a) serviranno a ridurre i contributi degli altri Stati Membri a ciascuno di detti programmi.

5. I contributi dovuti in base al presente Articolo devono essere versati conformemente al Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione.

6. Nei limiti dei poteri che gli sono delegati in base al comma (a) del paragrafo 1 dell'Articolo VI e, con la riserva di eventuali direttive del Consiglio, ogni Direttore generale può accettare doni e lasciti fatti all'Organizzazione purché non siano oggetto di condizioni incompatibili con gli scopi dell'Organizzazione stessa.

Articolo VIII

Cooperazione con l'UNESCO e con altre Organizzazioni

L'Organizzazione collabora con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Essa può del pari collaborare con altre organizzazioni previa decisione del Consiglio presa con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri.

Articolo IX *Statuto giuridico*

L'Organizzazione possiede la personalità giuridica sul territorio metropolitano di ogni Stato Membro. La Organizzazione, i rappresentanti degli Stati Membri nel Consiglio, i membri di tutti gli organi sussidiari creati in base al paragrafo 12 dell'Articolo V, i Direttori generali ed i membri del personale dell'Organizzazione godono, sul territorio metropolitano degli Stati Membri, e nell'ambito di accordi che verranno conclusi dall'Organizzazione con ogni Stato Membro interessato, dei privilegi e delle immunità che verranno ritenute necessarie per l'adempimento delle funzioni dell'Organizzazione. Gli accordi che verranno conclusi fra l'Organizzazione e gli Stati Membri sul cui rispettivo territorio sono situati i laboratori, conterranno, oltre alle disposizioni relative ai privilegi ed alle immunità, le disposizioni necessarie per regolare i rapporti particolari fra l'Organizzazione e i detti Stati Membri.

Articolo X *Emendamenti*

1. Il Consiglio può raccomandare agli Stati Membri degli emendamenti alla presente Convenzione. Ogni Stato Membro che desideri proporre un emendamento informa il Presidente del Consiglio. Quest'ultimo comunica agli Stati Membri gli emendamenti di cui è stato informato almeno tre mesi prima che essi vengano esaminati dal Consiglio.

2. Gli emendamenti raccomandati dal Consiglio devono essere approvati per iscritto da tutti gli Stati Membri. Essi entrano in vigore trenta giorni dopo il ricevimento da parte del Presidente del Consiglio di tutte le comunicazioni di approvazione provenienti da tutti gli Stati Membri. Il Presidente del Consiglio informa gli Stati Membri ed il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura della data in cui gli emendamenti entrano in vigore.

3. Il Consiglio può, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, emendare il Protocollo finanziario allegato alla presente Convenzione a condizione che tale emendamento non sia in contrasto con le disposizioni della Convenzione stessa. Tali emendamenti entrano in vigore alla data che verrà decisa dal Consiglio con la stessa maggioranza. Il Presidente del Consiglio informa tutti gli Stati Membri ed il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura degli emendamenti adottati con tale procedura e della data in cui essi entrano in vigore.

Articolo XI *Vertenze*

Ogni vertenza fra due o più Stati Membri circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione che non possa venire composta con la mediazione del Consiglio sarà sottoposta alla Corte Internazionale di Giustizia, a meno che gli Stati Membri interessati non accettino di comune accordo un'altra procedura di definizione della controversia in questione.

Articolo XII *Ritiro*

Dopo sette anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Stato Membro potrà subordinata-

mente alle disposizioni del paragrafo 4 dell'Articolo III, notificare per iscritto al Presidente del Consiglio il proprio ritiro dall'Organizzazione. Tale ritiro avrà effetto sia alla fine dell'esercizio finanziario che segue quello nel corso del quale la notifica è stata fatta, che in ogni altra data successiva che verrà proposta dallo Stato Membro.

Articolo XIII

Mancato adempimento degli obblighi

Ogni Stato Membro che non adempia gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione cessa di fare parte dell'Organizzazione a seguito di una decisione del Consiglio presa con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri.

Articolo XIV

Scioglimento

L'Organizzazione verrà sciolta se il numero degli Stati Membri scenderà al disotto di cinque. Essa potrà venire sciolta in ogni momento mediante accordo fra gli Stati Membri. Con riserva di qualsiasi accordo che potrebbe essere stipulato fra gli Stati Membri al momento dello scioglimento, lo Stato sul territorio del quale si troverà la sede dell'Organizzazione in quel momento, sarà responsabile della liquidazione e il residuo attivo sarà diviso fra gli Stati Membri dell'Organizzazione all'atto dello scioglimento proporzionalmente ai contributi effettivamente versati da essi da quando divennero Stati Membri della presente Convenzione. Ove il residuo sia passivo, esso sarà ripartito fra gli Stati proporzionalmente ai contributi fissati per l'esercizio finanziario in corso.

Articolo XV

Firma

La presente Convenzione ed il Protocollo finanziario allegato che ne forma parte integrante saranno, fino al 31 dicembre 1953, aperti alla firma di tutti gli Stati che soddisfino le condizioni fissate al paragrafo 1 dell'Articolo III.

Articolo XVI

Ratifica

1. La presente Convenzione e l'allegato Protocollo finanziario sono sottoposti a ratifica.

2. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

Articolo XVII

Adesione

1. Ogni Stato non firmatario della presente Convenzione e dell'allegato Protocollo finanziario può aderirvi a partire dal 1° gennaio 1954 se esso soddisfa alle condizioni fissate dai paragrafi 1 e 2 dell'Articolo III.

2. Gli strumenti di adesione verranno depositati presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura.

Articolo XVIII

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione e l'allegato Protocollo finanziario entreranno in vigore quando sette Stati avranno ratificato tali strumenti o vi avranno aderito, purché

(a) il totale dei loro contributi in base alla tabella contenuta nell'Allegato al Protocollo finanziario raggiunga almeno il 75 %; e

(b) la Svizzera, paese sul cui territorio si troverà la sede dell'Organizzazione, figuri fra questi sette Stati.

2. La Convenzione e l'allegato Protocollo finanziario entreranno in vigore, per ogni altro Stato firmatario o aderente, alla data del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione.

Articolo XIX

Notifiche

1. Il deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione e l'entrata in vigore della presente Convenzione saranno modificati dal Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura agli Stati firmatari o aderenti come pure agli altri Stati che abbiano preso parte alla Conferenza per l'organizzazione degli studi relativi alla creazione di un laboratorio europeo di ricerche nucleari riunita a Parigi nel dicembre 1951 e a Ginevra nel febbraio 1952.

2. Il Presidente del Consiglio invierà una comunicazione a tutti gli Stati Membri ed al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura ogniquale volta uno Stato Membro si ritirerà dall'Organizzazione o cesserà di farne parte.

Articolo XX

Registrazione

A partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione, il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura provvederà a farla registrare presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, in base all'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A PARIGI, in questo primo giorno di luglio 1953, nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Il Direttore generale di detta Organizzazione ne rilascerà copia conforme agli Stati firmatari o aderenti come pure agli altri Stati che hanno partecipato alla Conferenza per l'organizzazione degli studi relativi alla creazione di un laboratorio europeo di ricerche nucleari.

Protocollo finanziario allegato alla convenzione per la istituzione di una Organizzazione europea per la ricerca nucleare.

Gli Stati partecipanti alla Convenzione per l'istituzione di una Organizzazione europea per la Ricerca nucleare (qui appresso indicata « la Convenzione ») nell'intento di stabilire le disposizioni relative all'amministrazione finanziaria dell'Organizzazione,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Bilancio preventivo

(1) L'esercizio finanziario dell'Organizzazione va dal 1° gennaio al 31 dicembre.

(2) Ogni Direttore generale sottopone al Consiglio, perchè le esamini e le approvi, non oltre il 1° settembre di ogni anno, previsioni dettagliate delle entrate e delle spese relative all'esercizio finanziario seguente;

(3) Le previsioni di entrate e di spese sono raggruppate in capitoli. Gli storni all'interno del bilancio sono proibiti salvo autorizzazione del Comitato finanziario previsto all'Articolo 3. La forma precisa delle previsioni di bilancio è determinata dal Comitato finanziario su parere dei Direttori generali.

Articolo 2.

Bilancio supplementare

Qualora le circostanze lo richiedano, il Consiglio può chiedere ad un Direttore generale di fornire previsioni di bilancio supplementari o rivedute.

Nessuna proposta la cui attuazione implichi delle spese supplementari potrà ritenersi approvata dal Consiglio, a meno che non siano state egualmente approvate, su proposta del Direttore generale interessato, le corrispondenti previsioni di spesa.

Articolo 3.

Comitato finanziario

(1) Il Comitato finanziario creato ai sensi del paragrafo 12 dell'Articolo V della Convenzione, comprende i rappresentanti di tutti gli Stati Membri.

(2) Per le sue decisioni il Comitato finanziario applica le disposizioni sulle votazioni e sul quorum previste per il Consiglio all'Articolo V della Convenzione.

(3) Il Comitato esamina le previsioni di bilancio stabilite dai Direttori generali, che vengono poi trasmesse al Consiglio unitamente ad un rapporto del Comitato.

Articolo 4.

Contributi

(1) Per il periodo che scade il 31 dicembre 1954, il Consiglio stabilirà delle previsioni di bilancio provvisorie le cui spese saranno coperte da contributi fissati in base alle disposizioni del paragrafo (1) dell'Allegato al presente Protocollo.

(2) Per gli esercizi finanziari del 1955 e del 1956, le spese citate nel bilancio preventivo approvato dal Consiglio saranno coperte dai contributi degli Stati Membri proporzionalmente alle percentuali indicate al paragrafo (2) dell'Allegato al presente Protocollo, restando inteso che verranno applicate le disposizioni contenute ai punti (i) e (ii) del comma (b) del paragrafo 1 dell'articolo VII della Convenzione.

(3) A partire dal 1° gennaio 1957, le spese figuranti nel bilancio preventivo approvato dal Consiglio verranno coperte dai contributi degli Stati Membri in base alle disposizioni dell'Articolo VII della Convenzione.

(4) Quando uno Stato, nel momento in cui diventa membro dell'Organizzazione oppure in seguito, inizia a prendere parte ad un programma, i contributi degli altri Stati Membri interessati vengono riveduti e la nuova tabella entra in vigore dall'inizio dell'esercizio

finanziario in corso. Verranno effettuati rimborsi nella misura necessaria per adeguare alla nuova tabella i contributi di tutti gli Stati Membri.

(5) (a) Dopo avere sentito il parere dei Direttori generali, il Comitato finanziario stabilisce le modalità di pagamento dei contributi onde assicurare un buon finanziamento dell'Organizzazione.

(b) Ogni Direttore generale comunica in seguito agli Stati Membri l'ammontare dei loro contributi e le date in cui i versamenti devono essere effettuati.

Articolo 5.

Valuta per il pagamento dei contributi

(1) Il bilancio preventivo dell'Organizzazione viene stabilito nella valuta del paese dove l'Organizzazione ha la sua sede.

(2) Il Consiglio determina, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, le modalità di pagamento e la valuta o le valute con le quali devono essere pagati i contributi degli Stati Membri.

Articolo 6.

Fondo di cassa

Il Consiglio può istituire dei fondi di cassa.

Articolo 7.

Regolamento finanziario

Previo consultazione con il Comitato finanziario, il Consiglio, con la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati Membri, approva le norme da applicare all'Amministrazione finanziaria dell'Organizzazione, il cui insieme costituisce il Regolamento finanziario.

Articolo 8.

Rendiconti e verifiche

(1) Ogni Direttore generale fa redigere un rendiconto esatto di tutte le entrate e le uscite.

(2) Il Consiglio designa dei controllori dei conti, il cui primo mandato dura tre anni e può essere rinnovato. Tali controllori hanno il compito di esaminare i rendiconti dell'Organizzazione, particolarmente allo scopo di certificare che le spese sono state conformi alle previsioni di bilancio, nei limiti stabiliti dal Regolamento finanziario. Essi adempiono ogni altra funzione definita nel Regolamento finanziario.

(3) Ogni Direttore generale fornisce ai controllori dei conti tutte le informazioni e l'assistenza di cui possono aver bisogno nell'assolvimento del loro compito.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a PARIGI, in questo primo giorno di luglio 1953, nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura. Il Direttore generale di detta Organizzazione ne rilascerà copia conforme agli Stati firmatari o aderenti, come pure agli altri Stati che hanno partecipato alla Conferenza per l'organizzazione degli studi relativi alla creazione di un laboratorio europeo di ricerche nucleari.

Considerato:

che successivamente all'emanazione del succitato decreto ministeriale sono state statizzate altre strade, indicate nell'unito elenco tabella B) formante parte integrante del presente decreto;

che anche a tali strade debbono essere applicati i canoni relativi alle licenze d'accesso agli impianti distributori di carburanti nonchè il prezzo unitario di affitto dell'area di proprietà dell'Azienda nazionale autonoma delle strade necessaria alla realizzazione degli impianti stessi di cui al predetto decreto ministeriale n. 664;

che tra gli elementi che compongono il canone figura un secondo coefficiente di maggiorazione che va determinato per ogni strada in base all'importanza della stessa e differenziato per ogni singolo tratto in relazione all'intensità del traffico che si svolge lungo i tratti stessi ed alla vicinanza di importanti centri abitati;

che di conseguenza occorre determinare il detto secondo coefficiente di maggiorazione con i criteri come sopra precisati;

che con il prospetto allegato tabella B) è stato determinato il secondo coefficiente di maggiorazione per le singole strade statali di recente statizzazione in esso contenute;

Sentito il parere del consiglio d'amministrazione dell'Azienda nazionale autonoma delle strade espresso nell'adunanza del 4 agosto 1970 con voto n. 935;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato l'unito prospetto tabella B) con il quale viene fissato il secondo coefficiente di maggiorazione necessario per determinare i canoni relativi alle licenze d'accesso agli impianti distributori di carburanti lungo le strade statali di recente statizzazione indicate nello elenco medesimo.

Art. 2.

Sono estesi alle strade statali di recente statizzazione di cui alla allegata tabella B) la misura dei canoni attinenti alle licenze d'accesso agli impianti distributori di carburante nonchè il prezzo unitario di affitto annuo dell'area di proprietà dell'Azienda nazionale autonoma delle strade necessaria per la realizzazione degli impianti stessi determinati in base al combinato disposto dell'art. 1 del presente decreto e degli articoli 1, 2, 3 e 5 del decreto ministeriale 14 giugno 1965, n. 664.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 30 ottobre 1970

Il Ministro: LAURICELLA

Elenco dei coefficienti B di maggiorazione dei canoni di accesso agli impianti distributori di carburanti per le strade statizzate successivamente al 31 dicembre 1968.

COMPARTIMENTO DI ANCONA

S.S. n. 571 « Helvia Recina » 2,5

COMPARTIMENTO DI BARI

S.S. n. 580 « di Ginosa » 2,2
S.S. n. 581 « di Massafra » 2,8

S.S. n. 603 « di S. Giorgio Ionico » 2,5
S.S. n. 604 « di Alberobello » 2,8
S.S. n. 605 « di Mesagne »:
dal km. 0+000 al km. 3+000 2,8
dal km. 3+000 al km. 36+500 2,4

COMPARTIMENTO DI BOLOGNA

S.S. n. 587 « di Cortemaggiore » 3,—
S.S. n. 588 « dei due Ponti » 2,80

COMPARTIMENTO DI CAGLIARI

S.S. n. 554 « Cagliariatana » 4,—
S.S. n. 570 « di monte Albo »:
dal km. 0+000 al km. 5 2,20
dal km. 5+000 al km. 46+350 1,50

COMPARTIMENTO DI CATANZARO

S.S. n. 606 « di Vibo Valentia » 2,5

COMPARTIMENTO DI GENOVA

S.S. n. 523 « del colle di Cento Croci » 2,—
S.S. n. 582 « del colle di S. Bernardo » 2,5
S.S. n. 586 « della valle dell'Azito » 2,—

COMPARTIMENTO DI L'AQUILA

S.S. n. 5/racc. « Raccordo Tiburtina Valeria » 3,—
S.S. n. 520 « del Ceraso » 1,50
S.S. n. 577 « del lago di Campotosto » 2,—
S.S. n. 578 « Salto Cicolana » 1,5
S.S. n. 579 « Palentina » 1,5
S.S. n. 584 « di Lucoli » 2,—

COMPARTIMENTO DI MILANO

S.S. n. 583 « Lariana » 4,50
S.S. n. 591 « Cremasca » 4,50
S.S. n. 596 « di Cairoli »:
dal km. 0+000 al km. 5+000 3,5
dal km. 5+000 al km. 65+000 3,—
dal km. 65+000 al km. 70+303 3,5

COMPARTIMENTO DI NAPOLI

S.S. n. 574 « del monte Terminò » 2,—
S.S. n. 607 « di Ciardo » 2,4

COMPARTIMENTO DI PERUGIA

S.S. n. 599 « del Trasimeno inferiore » 2,—

COMPARTIMENTO DI POTENZA

S.S. n. 585 « Fondo valle del Noce » 2,8
S.S. n. 585 Racc. « Fondo valle del Noce » 2,8

COMPARTIMENTO DI ROMA

S.S. n. 578 « Salto Cicolana »:
dal km. 0+000 al km. 4+000 3,50
dal km. 4+000 al km. 70+000 1,50
S.S. n. 600 « Ariana » 1,80
S.S. n. 600/dir « Ariana » 1,80
S.S. n. 601 « Ostia - Anzio » 4,—
S.S. n. 609 « Carpinetana » 2,—

COMPARTIMENTO DI TORINO

S.S. n. 589 « dei laghi di Avigliana » 3,—
S.S. n. 590 « della valle Cerrina » 2,8
S.S. n. 592 « di Canelli » 2,8
S.S. n. 593 « Borgo d'Ale » 3,—
S.S. n. 594 « Destra Sesia » 3,—
S.S. n. 595 « di Mazzi » 3,5
S.S. n. 596 « dei Cairoli » 3,—
S.S. n. 596/dir « dei Cairoli » 3,—

COMPARTIMENTO DI TRIESTE

S.S. n. 552 « del passo Rest » 1,80

(10858)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notai dall'esercizio

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 28 ottobre 1970, in corso di registrazione alla Corte dei conti, i sottoindicati notai sono stati dispensati dall'ufficio per limiti di età, con effetto dalle date a fianco di ciascuno di essi indicate:

De Francesco Oreste, residente in Roma dal 6 gennaio 1971; Quirici Cleto, residente in Montecatini Terme, distretto notarile di Firenze, dal 20 gennaio 1971;

Cassata Ignazio, residente in Cefalù, distretto notarile di Termini Imerese, dal 21 gennaio 1971.

(10838)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della seconda cattedra di clinica delle malattie nervose e mentali presso la facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Napoli.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Napoli, è vacante la seconda cattedra di clinica delle malattie nervose e mentali, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(10996)

Vacanza della cattedra di chimica agraria presso la facoltà di agraria dell'Università di Firenze

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di agraria dell'Università di Firenze, è vacante la cattedra di chimica agraria, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(10997)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Roccella Ionica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di Roccella Ionica (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 149.742.335, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10939)

Autorizzazione al comune di Roccaforte del Greco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di Roccaforte del Greco (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 47.195.780, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10940)

Autorizzazione al comune di Roghudi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1970, il comune di Roghudi (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 52.084.194, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10941)

Autorizzazione al comune di Recoaro Terme ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 29 ottobre 1970, il comune di Recoaro Terme (Vicenza) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.966.128, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10942)

Autorizzazione al comune di Seminara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di Seminara (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 101.529.605, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10943)

Autorizzazione al comune di S. Agata del Bianco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di S. Agata del Bianco (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 53.292.064, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10944)

Autorizzazione al comune di San Roberto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di San Roberto (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 38.353.850, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10945)

Autorizzazione al comune di Samo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 2 novembre 1970, il comune di Samo (Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 63.242.414, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10946)

Autorizzazione al comune di San Benedetto Val di Sambro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1970, il comune di San Benedetto Val di Sambro (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 78.468.205, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10947)

MINISTERO DELLE FINANZE

Restituzioni applicabili dal 1° settembre 1970 al 30 settembre 1970, a norma del Regolamento C.E.E. n. 1767/70, ai prodotti di cui all'art. 1, lettera d), del Regolamento C.E.E. n. 120/67 (settore cereali), esclusi i prodotti di cui alla voce ex 23.07-B della tariffa doganale (foraggi melassati o zuccherati, ecc.) ed all'art. 1, paragrafo 1, lettera c), del Regolamento C.E.E. n. 359/67 (settore riso) esportati verso Paesi terzi.

Numero di nomenclatura utilizzata per le restituzioni	NOMENCLATURA A TESTO SEMPLIFICATO	Ammontare delle restituzioni in unità di conto (u.c.) per 100 kg (1 u.c. = lire italiane 625)
11.01 C (I)	Farina d'orzo, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,9 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,9 % in peso (1)	6,447
11.01 C (II)	Farina d'orzo che non figura al numero 11.01 C (I) (1)	3,985
11.01 D (I)	Farina d'avena, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 2,3 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca è inferiore od uguale a 1,8 % in peso (1)	4,813
11.01 D (II)	Farina d'avena che non figura al numero 11.01 D (I) (1)	2,727
11.01 E (I)	Farina di granturco, il cui tenore in materie grasse, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1,3 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,8 % in peso (1)	4,208
11.01 E (II)	Farina di granturco, il cui tenore in materie grasse, calcolato sulla materia secca, è superiore a 1,3 % e inferiore od uguale a 1,7 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1 % in peso (1)	3,577
11.01 E (III)	Farina di granturco che non figura al numero 11.01 E (I) e (II) (1)	2,604
11.01 F	Farina di riso	4,170
11.02 A III (a)	Semole e semolini d'orzo, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,9 % in peso (1)	6,447
11.02 A III (b)	Semole e semolini d'orzo che non figurano al numero 11.02 A III (a) (1)	3,985
11.02 A IV (a)	Semole e semolini d'avena, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 2,3 % in peso ed il cui tenore in involucri è inferiore a 0,1 % (1)	4,813
11.02 A IV (b)	Semole e semolini d'avena che non figurano al numero 11.02 A IV (a) (1)	2,727
11.02 A V (a)	Semole e semolini di granturco, il cui tenore in materie grasse, calcolato sulla materia secca, è inferiore o uguale a 1,3 % in peso e il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore o uguale a 0,8 % in peso (1) (4)	4,208
11.02 A V (b)	Semole e semolini di granturco, il cui tenore in materie grasse calcolato sulla materia secca, è superiore a 1,3 % e inferiore o uguale a 1,7 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore o uguale a 1 % in peso (1)	3,577
11.02 A V (c)	Semole e semolini di granturco che non figurano al numero 11.02 A V (a) e (b) (1)	2,604
11.02 A VI	Semole e semolini di riso	4,170
11.02 A VII	Semole e semolini di miglio	2,710
11.02 B I	Cereali mondati di frumento (grano) (2)	5,303
11.02 B III (a)	Cereali mondati d'orzo, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1,0 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,9 % in peso (2)	6,251
11.02 B III (b)	Cereali mondati d'orzo che non figurano al numero 11.02 B III (a) (2)	5,079
11.02 B IV a)	Avena spuntata	2,727
11.02 B IV b) (1)	Cereali mondati d'avena, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 2,3 % in peso ed il cui tenore in involucri è inferiore a 1,5 % (2)	4,278
11.02 B IV b) (2)	Cereali mondati d'avena che non figurano al numero di nomenclatura 11.02 B IV b) (1) (2)	2,727
11.02 B VII	Cereali mondati di miglio (2)	2,710
11.02 C I	Cereali perlati di frumento (grano) (3)	5,303
11.02 C III	Cereali perlati d'orzo, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1 % in peso (senza talco) (3)	7,814
11.02 C IV	Cereali perlati d'avena (3)	2,727
11.02 D I	Cereali solamente spezzati o schiacciati di frumento (grano), non denaturati	5,000
11.02 D II	Cereali solamente spezzati o schiacciati di segala	4,378
11.02 D III	Cereali solamente spezzati o schiacciati d'orzo	3,985

Numero di nomenclatura utilizzata per le restituzioni	NOMENCLATURA A TESTO SEMPLIFICATO	Ammontare delle restituzioni in unità di conto (u.c.) per 100 kg (1 u.c. = lire italiane 625)
11.02 D IV	Cereali solamente spezzati o schiacciati d'avena	2,727
11.02 D V	Cereali solamente spezzati o schiacciati di granturco	2,683
11.02 E I	Fiocchi di frumento (grano)	5,303
11.02 E II	Fiocchi di segala	4,378
11.02 E III (a)	Fiocchi d'orzo, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 1,0 % in peso ed il cui tenore in cellulosa, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 0,9 % in peso	6,447
11.02 E III (b)	Fiocchi d'orzo che non figurano al numero di nomenclatura 11.02 E III (a)	3,985
11.02 E IV (a)	Fiocchi d'avena, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 2,3 % in peso ed il cui tenore in involucri è inferiore a 0,1 %	5,348
11.02 E IV (b)	Fiocchi d'avena, il cui tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, è inferiore od uguale a 2,3 % in peso ed il cui tenore in involucri è uguale o superiore a 0,1 % ed inferiore a 1,5 %	4,278
11.02 E IV (c)	Fiocchi d'avena che non figurano al numero 11.02 E IV (a) e (b)	2,727
11.02 E V	Fiocchi di granturco	2,683
11.02 E VI	Fiocchi di riso	4,013
11.02 E VIII	Fiocchi di miglio	2,710
11.02 F I	Germi di frumento (grano), anche sfarinati	1,300
11.02 F II	Germi di cereali diversi da quelli di frumento (grano), anche sfarinati	0,658
11.07 A I a)	Malto non torrefatto di frumento (grano), presentato sotto forma di farina	9,254
11.07 A I b)	Malto non torrefatto di frumento (grano), presentato sotto forma diversa da quella di farina	6,915
11.07 A II a)	Malto non torrefatto, diverso da quello di frumento (grano), presentato sotto forma di farina	6,954 8,022 (5)
11.07 A II b)	Malto non torrefatto, diverso da quello di frumento (grano), presentato sotto forma diversa da quella di farina	5,196 5,994 (5)
11.07 B	Malto torrefatto	6,056 6,986 (5)
11.08 A III	Amido di frumento (grano)	3,225
11.09 A I (a)	Glutine e farine di glutine, non torrefatti, di frumento (grano), il cui tenore in proteine, calcolato sulla materia secca, è uguale o superiore a 82 % in peso ($N \times 6,25$)	5,864
23.02 A I a)	Crusche, staccature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali di granturco o di riso, il cui tenore in amido è inferiore od uguale a 35 % in peso	0,939
23.02 A I b) 1	Crusche, staccature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali di granturco o di riso, il cui tenore in amido è superiore a 35 % e inferiore od uguale a 45 % in peso e che hanno subito un processo di denaturazione	0,939
23.02 A I b) 2	Crusche, staccature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali di granturco o di riso, il cui tenore in amido è superiore a 35 % in peso e che non hanno subito un processo di denaturazione, o che hanno subito un processo di denaturazione ed il cui tenore in amido è superiore a 45 % in peso	0,939
23.02 A II a)	Crusche, staccature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali diversi dal granturco e dal riso, il cui tenore in amido è inferiore od uguale a 28 % in peso, e la cui proporzione di prodotto che passa attraverso un setaccio di larghezza di maglie pari a 0,2 mm non eccede il 10 % in peso oppure, nel caso contrario, il cui prodotto passato attraverso il setaccio ha un tenore in ceneri, calcolato sulla materia secca, uguale o superiore a 1,5 % in peso	0,939
23.02 A II b)	Crusche, staccature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali diversi dal granturco e dal riso, che non figurano al numero di nomenclatura 23.02 A II a)	0,939

(1) I prodotti di cui almeno il 50 % passa attraverso un setaccio di garza di seta, le cui maglie hanno una larghezza di 315 micron, sono considerati come farine.

(2) Cereali mondati sono i cereali che rispondono alla definizione di cui all'allegato del regolamento (C.E.E.) n. 821/68.

(3) Cereali perlati sono i cereali che rispondono alla definizione di cui all'allegato del regolamento (C.E.E.) n. 821/68.

(4) Sono considerati semole e semolini di granturco i prodotti:

— che hanno una percentuale non superiore al 30 % che passa attraverso un setaccio le cui maglie hanno una luce di 315 micron;

— che hanno una percentuale inferiore al 5 % di prodotto che passa attraverso un setaccio le cui maglie hanno una luce di 150 micron.

(5) Tale importo è applicabile solo alle esportazioni di malto d'orzo effettuate conformemente all'articolo 1 del regolamento (C.E.E.) n. 1321/70 della Commissione, del 6 luglio 1970, relativo all'esportazione di malto esportato all'inizio della campagna di commercializzazione 1970-71.

